



Élections Législatives du 23 novembre 1958

## PROGRAMME D'ACTION ECONOMIQUE & SOCIALE

présenté par

# BAC Jean-Marie

né à SAINT-SAURY (Cantal)

**Candidat INDÉPENDANT**

Électrices, Électeurs,

Je suis un simple Citoyen, Enfant du Pays, qui a connu le dur métier de paysan et qui connaît les difficultés de commerçant. Pour faire ma campagne électorale, je n'ai ni la presse, ni les moyens financiers des grands partis organisés. C'est pourquoi, je vous demande de lire ma profession de foi avec attention, de retenir que mon programme est un minimum pour faire connaître mes idées, et que je vous promets toutes mes forces et tout mon courage.

Il y a quelque chose de changé en France, puisque sans appartenir à un parti politique organisé, j'ai pu être candidat aux Élections Législatives du 23 Novembre prochain par lesquelles vous allez désigner vos Représentants à la Chambre des Députés.

La nouvelle Constitution approuvée à très forte majorité lors du référendum, nous a rendu cette liberté, c'est pourquoi je me permets de me présenter devant vous pour solliciter vos suffrages sur le programme minimum suivant, axé surtout sur une action économique et sociale en faveur des Artisans, des Commerçants et des Paysans.

Je n'ai pas de plan préétabli, capable d'apporter un remède à tous nos maux, mais je ferai tout ce qui est en mon pouvoir.

- Pour qu'un terme soit mis à la guerre d'Algérie dans les conditions proposées par le Général de Gaulle
- Pour que les crédits ainsi débloqués, soient affectés à la construction d'Écoles, de Facultés, d'Hôpitaux, car nous avons tous besoin de donner de l'instruction à nos enfants et d'être soignés
- Pour la Défense de la Culture. Pour que tous les produits du sol soient vendus à des prix correspondant au coût de la vie, ce qui permettrait aux ouvriers des campagnes et des villes d'améliorer le bien-être de tous et de chacun.
- Pour qu'un contrôle des dépenses budgétaires soit rendu plus efficace et surtout qu'une réforme fiscale voit enfin le jour, ne faisant plus de l'artisan ou du commerçant un collecteur d'impôts, toujours dans la crainte de n'avoir pas su appliquer une loi trop compliquée
- Pour une politique de grandeur nationale, ce qui n'exclut pas que des accords internationaux puissent être passés

**ELECTRICES, ELECTEURS, apportez vos suffrages à un Citoyen libre, qui conservera votre liberté**

VIVE LA FRANCE,

VIVE LA RÉPUBLIQUE



Archives CEVIPOF du 23 novembre 1952

# PROGRAMME D'ACTION ECONOMIQUE & SOCIALE

Document  
BAC 1000-1011  
à la Bibliothèque  
Généraliste



Le programme d'action économique et sociale que nous proposons est le fruit d'une réflexion collective menée au sein du Comité d'Action Economique et Sociale. Il vise à définir les grandes orientations de la politique économique et sociale de la France, en tenant compte des besoins de la population et des possibilités du pays.

Il s'agit d'un programme à long terme, qui doit servir de cadre à l'action gouvernementale et à l'action des entreprises. Il doit être flexible, capable de s'adapter aux évolutions de la situation économique et sociale.

La première priorité est la croissance économique. Elle doit être soutenue par une politique de développement des infrastructures, de la recherche scientifique et technique, et de la formation de la main-d'œuvre.

La deuxième priorité est la lutte contre le chômage. Elle doit être menée par une politique de création d'emplois, de formation professionnelle, et de soutien aux entreprises.

La troisième priorité est la lutte contre l'inflation. Elle doit être menée par une politique de maîtrise des dépenses, de contrôle des prix, et de régulation de la monnaie.

La quatrième priorité est la lutte contre la pauvreté. Elle doit être menée par une politique de redistribution des richesses, de développement des services sociaux, et de soutien aux familles.

La cinquième priorité est la lutte contre la pollution. Elle doit être menée par une politique de protection de l'environnement, de développement des énergies renouvelables, et de réduction des émissions de polluants.

La sixième priorité est la lutte contre le vieillissement de la population. Elle doit être menée par une politique de développement des services de soins, de soutien aux personnes âgées, et de régulation du système de retraite.

La septième priorité est la lutte contre la délinquance. Elle doit être menée par une politique de prévention, de réhabilitation, et de justice.

Enfin, la huitième priorité est la lutte contre la fraude fiscale. Elle doit être menée par une politique de renforcement du contrôle fiscal, de simplification des procédures, et de coopération internationale.

VIVE LA FRANCE VIVE LA REPUBLIQUE